

ARRÊTÉ

DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE L'AIN,

QUI prescrit des mesures à prendre pour constater l'état des assignats au dessus de 100 livres, qui se trouveront, à l'époque du 1.^{er} thermidor prochain, dans toutes les caisses publiques, et des percepteurs de contributions dudit département.

Du 29 Messidor, an 4.^e de la République française, une et indivisible.

Vu la loi du 9 messidor courant, qui proroge, jusqu'au 30 du même mois, le délai pour l'échange des assignats au dessus de 100 livres, & qui porte que, passé ce délai, ils ne pourront plus ni avoir cours de monnaie, ni être échangés contre des mandats, à aucun taux.

Vu la lettre du ministre des finances, du 22, reçue par le courrier du 28, relative à l'exécution de cette loi.

Où le commissaire du directoire exécutif.

L'administration centrale du département de l'Ain, considérant que, puisque les assignats, au dessus de 100 livres, ne peuvent plus, passé le 30 messidor, avoir cours de monnaie, ni être échangés contre des mandats, il est dès-lors indispen-

table de s'assurer en quelle quantité ils existent dans les caisses publiques, & sur-tout de distinguer ceux provenant des recettes, de ceux qui y sont entrés par l'effet de l'échange ordonné par la loi du 4 prairial.

Considérant que cette opération est urgente, & qu'il importe de prendre les mesures les plus propres à en accélérer l'exécution.

ARRÊTE.

ARTICLE PREMIER.

A la réception du présent arrêté, les présidens des administrations municipales des lieux où il existe des caisses publiques, &, en leur absence, les agens municipaux desdits lieux se rendront chez les receveurs & caissiers, & feront, en présence du commissaire du directoire exécutif, la vérification desdites caisses pour constater la quantité d'assignats, au-dessus de 100 livres, qui s'y trouveront à l'époque du 1.^{er} thermidor prochain.

I I.

En procédant à cette vérification, ils auront soin de distinguer ceux desdits assignats provenant des recettes, de ceux provenus de l'échange contre des mandats, ordonné par la loi du 4 prairial.

I I I.

A cet effet, ils en dresseront deux procès-verbaux séparés, l'un contiendra la quantité d'assignats de chaque coupure, provenant des recettes, & la somme à laquelle ils s'élèvent, l'autre contiendra également la quantité d'assignats de chaque coupure, provenus dudit échange, & leur montant.



Ces procès-verbaux seront envoyés, sans délai, à l'administration centrale du département, par les commissaires qui les auront dressés.

V.

Les agens &, à leur défaut, les adjoints des communes demeurent aussi chargés, sous leur responsabilité, de faire, chacun en ce qui le concerne, la vérification des caisses des percepteurs de contributions de leurs communes respectives, pour s'assurer du montant des assignats au dessus de 100 livres, qui pourront s'y trouver à l'époque dudit jour 1.^{er} thermidor; ils en dresseront également des procès-verbaux qu'ils déposeront aux administrations municipales dont ils sont membres, & lesdites administrations en formeront un tableau qu'elles enverront, sur-le-champ, à celle du département.

V I.

Le présent arrêté sera promptement imprimé & envoyé; sous la surveillance du commissaire du directoire exécutif, aux administrations municipales, qui en transmettront des exemplaires aux agens & adjoints des communes. Les commissaires du directoire exécutif, près lesdites administrations municipales, sont spécialement chargés de veiller à son exécution, & d'en certifier.

Fait à Bourg, en séance publique, les jour & an susdits.

Signé au registre, J. B. Rouyer, président; Guillon, Bavoisat, Bugey, Lescœur, administrateurs; Morand, commissaire du directoire exécutif; & Brangier, secrétaire général provisoire.

Par extrait : Brangier, secrétaire général provisoire.

